

Colère grandissante des agents des finances publiques

A Ajaccio et à Bastia, les agents soutiennent que les trésoreries vont disparaître du rural, et avec elles une centaine d'emplois supplémentaires. Un malaise que n'apaisent pas les engagements pris par la préfète

À Ajaccio et Bastia, l'heure était à la mobilisation pour le maintien des services publics, hier. Si tous les secteurs sont touchés par les restructurations et les coupes dans les effectifs et les structures de l'administration d'État, ce sont les agents des finances publiques qui se sont rassemblés devant les préfectures des deux villes.

À Ajaccio, agents de l'administration fiscale soutenus par les maires du rural ont ainsi manifesté leur inquiétude face à la suppression des structures.

Après la fermeture des trésoreries d'A Piana et Portivechju, ce sont celles de Vicu, Livia, Bunifaziu et Santa Maria Siché qui doivent disparaître à l'horizon 2022, selon le grand plan national de restructuration des services publics voulu par le gouvernement. Ce dernier prône la fameuse dématérialisation par le biais d'Internet pour fermer les postes

d'accueil. Une hérésie selon Mathieu Caillaud, délégué syndical FO pour la Corse-du-Sud. "Dans une des régions les plus pauvres de France et où la part des personnes âgées ne cesse de progresser, nous ne sommes pas encore prêts à gérer les dossiers sur Internet, ce n'est pas possible." De nombreux maires avaient également fait le déplacement, comme ceux des communes de Vicu, Coghja, Rennu, d'A Piana, d'A Soccia, Alata, Sari d'Orcinu ou Campu.

Une délégation composée notamment de représentants de l'intersyndicale FO-CGT-Solidaires, de Joselyne Fazi, maire de Rennu et présidente de l'association des maires de Corse-du-Sud, de Jean-Jacques Lucchini, conseiller à la CdC représentant Gilles Simeoni et d'Étienne Ferrandi, maire d'Alata, a été reçue par le secrétaire général de la préfecture, Alain Charrier. Ce der-

nier a lu une lettre de la préfète à l'attention de la délégation dans laquelle elle réaffirme son "opposition au projet de fermeture de trésoreries" et sa volonté de participer, aux côtés des élus de la CdC, à la commission ad hoc en charge de statuer sur l'implantation des services de l'État.

Fort de ce soutien et de celui des élus unanimes, les syndicats avancent leurs revendications: "Nous souhaitons un moratoire sur les suppressions d'emplois et être associés à la réflexion pour l'avenir des services", a martelé Mathieu Caillaud.

Une pétition et 3 000 signatures

En Haute-Corse, on estime pourtant qu'une centaine d'emplois d'agents devrait disparaître dans l'île sous 3 ans. "Nous sommes près de 500 en Corse et nous en avons déjà perdu une centaine ces



À Ajaccio, agents de l'administration fiscale soutenus par les maires du rural ont ainsi manifesté hier leur inquiétude face à la suppression des structures. / PHOTO EMILIE RAGUZ

dix dernières années", ont souligné les représentants de l'intersyndicale rassemblés à Bastia devant l'immeuble le Novelty, siège de la direction générale des finances publiques de la Haute-Corse.

Sur leur veste, un macaron noir collé. Une phrase, "Même plus l'impôt sur les os", en signe de contestation et de provocation.

Une expression qui en dit long sur l'état des agents qui s'estiment, là aussi, tenus à l'écart des grands plans qui seraient échafaudés en coulisse pour faire des économies globales. "Les plans évoqués en février dernier sont toujours d'actualité... On sait que nos missions vont changer, que les mutations sont bloquées et que les départs à la retraite ne seront pas remplacés." Et d'ajouter: "Nous

savons qu'il ne restera, par département, qu'un centre des impôts pour particulier, un autre pour les entreprises et un dernier pour les collectivités locales. Toutes les trésoreries vont fermer."

Une réorganisation du service public se dessine donc et serait le résultat des évolutions du recouvrement de l'impôt comme de la fin annoncée de la taxe d'habitation. "À terme, on craint que toutes nos missions soient transférées." Cadastre, hypothèque, contrôle fiscal pourraient passer entre les mains de privés, "ce qui justifierait la suppression de nouveaux emplois".

Les organisations syndicales entendent la fin du service public. En particulier dans le rural. "Au niveau national, on évoque même l'idée

d'un tragulinu pour aller à la rencontre des particuliers. À l'intérieur, vous ne trouverez pas forcément des fonctionnaires des finances publiques mais des agents polyvalents."

Pour l'heure, la machine des finances publiques semble déjà connaître quelques difficultés. "Plus personne n'arrive à répondre au téléphone, l'accueil au public est limité à quatre matinales par semaine et des centaines de mails attendent dans les boîtes de réception."

Une pétition à destination des usagers a été mise en ligne.

Les organisations syndicales cherchent leur soutien pour peser dans les négociations à venir. Ils sont déjà plus de 3 000 à avoir signé.

JULIE QUILICI-ORLANDI ET GHJULORMU PADOVANI



En Haute-Corse, où les représentants de l'intersyndicale étaient rassemblés, on estime qu'une centaine d'emplois d'agents devrait disparaître dans l'île sous 3 ans. / PHOTO CHRISTIAN BUFFA